

## ARRÊTÉ MUNICIPAL

N° 2022-50

### **OBJET : Arrêté Portant prescription de la modification simplifiée n°3 du règlement du PLU de la commune de Château-Ville-Vieille**

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le code de l'urbanisme, notamment les articles L 151-1 et suivants, L 152-1 et suivants, L 153-1 et suivant et R 153-1 et suivants ;

**Vu** le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 19 décembre 2013, modifié le 30 mars 2015 et le 6 juin 2016

**CONSIDERANT** qu'il apparaît nécessaire de procéder à la modification du PLU afin de :

- Mettre à jour les dispositions générales au regard des évolutions du code de l'urbanisme
- Favoriser une optimisation et une densification des zones constructibles conformément aux attentes de modération de la consommation d'espace
- Réinterroger les règles architecturales et différents points de règlement aux regards des retours d'instruction des autorisations d'urbanisme depuis l'entrée en vigueur du PLU et au regard des évolutions du code de l'urbanisme

Ces modifications ne concernent que le règlement écrit, mais n'engendre aucun changement de zonage. Ces modifications :

- Sont compatibles avec les orientations définies aux PADD
- Ne réduisent pas d'espace boisé classé, ni la zone agricole, ni la zone naturelle et forestière.
- Ne réduisent pas les protections édictées en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels,
- Ne présentent pas une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance.
- N'ont aucune incidence sur le zonage des zones urbaines et à urbaniser

Les modifications projetées du règlement rentrent donc dans le champ d'une procédure de modification du PLU et non d'une révision du document.

**CONSIDERANT** les articles L 153-45 et L 153-46 du code de l'urbanisme, et puisque les modifications du règlement projetée n'engendrent pas de majoration de plus de 20 % des constructions, ni de diminution des possibilités de construire. Elles ne réduisent pas non plus la surface d'une zone urbaine ou à urbaniser.

La procédure d'évolution du PLU relève donc d'une procédure de modification simplifiée.

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L153-40 du code de l'urbanisme, le projet de modification simplifiée devra être notifié au préfet et aux personnes publiques associées (PPA) mentionnées aux articles L132.7 et L132.9 du code de l'urbanisme avant sa mise à disposition du public ;

**CONSIDERANT** qu'en application de l'article L104-3 du code de l'urbanisme, les procédures d'évolution du PLU tout comme son élaboration sont soumises à évaluation environnementale, dans le présent cas de modification simplifiée par saisine préalable de l'autorité environnementale au cas par cas avant sa mise à disposition du public ;

## ARRETE

**Article 1 :** Une procédure de modification de modification simplifiée du PLU est engagée en application des dispositions de l'article L.153-36 et suivants du code de l'urbanisme.

**Article 2 :** Le projet de modification porte uniquement sur une modification du règlement écrit sans modification des zonages.

**Article 3 :** Le projet de modification sera notifié au préfet ainsi qu'à l'ensemble des Personnes Publiques Associées, avant sa mise à disposition du public, dans les conditions définies à l'article L.153-40 du code de l'urbanisme.

**Article 4 :** Le projet de modification fera l'objet d'une mise à disposition du public conformément à l'article L153-47 du code de l'urbanisme.

**Article 5 :** Le projet de modification, l'exposé de ses motifs et, le cas échéant, les avis émis par le préfet, les PPA et l'autorité environnementale seront joints à la mise à disposition du public.

**Article 6 :** l'ouverture et les modalités de la mise à disposition du public seront fixées par arrêté municipal et portées à la connaissance du public au moins huit jours avant le début de la mise à disposition du public ;

**Article 7 :** A l'issue de la mise à disposition du public, la modification du PLU, sera éventuellement modifiée pour tenir compte des avis des différentes personnes publiques associées, de l'autorité environnementale et avis émis lors de la mise à disposition du public, sera approuvé par délibération du conseil municipal.

Fait à Château Ville-Vieille, le 12 octobre 2022



Jean-Louis PONCET  
Le Maire

Le Maire

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte,
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de la présente notification.